



## CHAPITRE 41

Loi modifiant la Loi du crédit agricole

[Sanctionnée le 13 juin 1969]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

**1.** L'article 1 de la Loi du crédit agricole (Statuts refondus, 1964, chapitre 108) est remplacé par le suivant:

Interprétation:

« agriculture »;

« exploitant agricole »;

« agriculteur »;

« ferme »;

« ferme rentable »;

« corporation d'exploitation agricole »;

« 1. Dans la présente loi, à moins que le contexte ne s'y oppose, les expressions et mots suivants signifient ou désignent:

a) « agriculture »: la culture du sol ou l'élevage d'animaux de ferme;

b) « exploitant agricole »: toute personne physique dont l'agriculture est la principale occupation;

c) « agriculteur »: toute personne physique qui est propriétaire d'une ferme et dont l'agriculture est la principale occupation;

d) « ferme »: tout immeuble exploité ou devant l'être dans un délai raisonnable pour fins agricoles;

e) « ferme rentable »: une ferme susceptible de produire, compte tenu de l'ensemble de ses ressources, un revenu permettant à celui qui l'exploite d'en acquitter les frais d'exploitation y compris l'entretien et la dépréciation, de remplir ses obligations et de faire vivre sa famille convenablement;

f) « corporation d'exploitation agricole »: une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies (chap. 271), ayant pour objet principal et pour activité principale l'exploitation d'une ferme rentable dont elle est propriétaire, pourvu

## CHAPTER 41

An Act to amend the Farm Credit Act

[Assented to 13th June 1969]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

**1.** Section 1 of the Farm Credit Act (Revised Statutes, 1964, chapter 108) is replaced by the following:

R.S., c. 108, s. 1, replaced.

« 1. In this act, unless inconsistent with the context, the following expressions and words mean or designate:

(a) "agriculture": the cultivation of the soil or the raising of livestock;

(b) "farm operator": any physical person whose principal occupation is agriculture;

(c) "farmer": any physical person who is the owner of a farm and whose principal occupation is agriculture;

(d) "farm": any immovable operated or to be operated within a reasonable delay for agricultural purposes;

(e) "economic farm": any farm which, taking into account all of its resources, is capable of producing a revenue which enables the operator thereof to pay the operating costs thereof, including maintenance and depreciation, to fulfil his obligations and to support his family adequately;

(f) "corporation for agricultural exploitation": a corporation constituted under the Companies Act (Chap. 271) whose principal object and principal activity are the operation of an economic farm which it owns, provided that all of its share-

Interpretation:

"agriculture";

"farm operator";

"farmer";

"farm";

"economic farm";

"corporation for agricultural exploitation";

que tous ses actionnaires soient des personnes physiques, qu'au moins les deux tiers en valeur des actions de toute catégorie soient la propriété d'exploitants agricoles et qu'au moins la majorité d'entre eux ait pour activité principale l'exploitation de cette ferme;

« société d'exploitation agricole »: g) « société d'exploitation agricole »: une société au sens du Code civil qui a pour objet principal l'exploitation en commun d'une ferme rentable et qui est formée au moyen d'un contrat écrit conforme aux règlements et constituée d'exploitants agricoles dont la majorité a pour activité principale l'exploitation de cette ferme dont la propriété a été apportée à la société par un ou plusieurs d'entre eux;

« Office »: h) « Office »: l'Office du crédit agricole du Québec;

« prêt »: i) « prêt »: un prêt fait par l'Office en vertu de la présente loi;

« emprunteur »: j) « emprunteur »: un agriculteur, une corporation d'exploitation agricole ou une société d'exploitation agricole à qui un prêt est consenti, ainsi que des emprunteurs conjoints;

« emprunteurs conjoints »: k) « emprunteurs conjoints »: plusieurs agriculteurs à qui un prêt est consenti conjointement et dont l'ensemble des fermes constitue une ferme rentable;

« règlement »: l) « règlement »: tout règlement adopté par l'Office en vertu de la présente loi;

« ministre »: m) « ministre »: le ministre de l'agriculture et de la colonisation. ».

S.R., c. 108, s. 4, mod. 2. L'article 4 de ladite loi est modifié en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

Vote prépondérant. « Le président a, en plus de son droit de voter comme régisseur, un vote prépondérant au cas de partage égal des voix. ».

S.R., c. 108, s. 4a, aj. 3. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 4, le suivant:

Immunité. « 4a. Le président et les autres régisseurs de même que le secrétaire, les fonctionnaires et employés de l'Office ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions. ».

holders are physical persons, that not less than two-thirds in value of the shares of any class is owned by farm operators and that the principal activity of at least the majority of them is the operation of such farm;

(g) "agricultural exploitation partnership": a partnership within the meaning of the Civil Code whose principal object is the joint operation of an economic farm, and which is constituted by a written contract complying with the regulations, and is composed of farm operators the majority of whom have as their principal activity the operation of such farm, the ownership of which has been vested in the partnership by one or more of them;

(h) "Bureau": the Québec Farm Credit Bureau;

(i) "loan" (*prêt*): a loan made by the Bureau under this act;

(j) "borrower": a farmer, corporation for agricultural exploitation or agricultural exploitation partnership to whom or which a loan is made, and joint borrowers;

(k) "joint borrowers": several farmers to whom a loan is made jointly, all of whose farms together constitute one economic farm;

(l) "regulation": any regulation made by the Bureau under this act;

(m) "Minister": the Minister of Agriculture and Colonization. "Minister".

2. Section 4 of the said act is amended by adding at the end the following paragraph:

"In addition to his right to vote as a member (*régisseur*), the chairman shall have a casting-vote in the case of a tie-vote."

3. The said act is amended by inserting after section 4 the following:

"4a. The chairman and the other members (*régisseurs*) and the secretary, functionaries and employees of the Bureau cannot be prosecuted by reason of any official act performed in good faith in the exercise of their functions."

S.R., c. 108, a. 6a, mod.  
 4. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 6, le suivant :

Authenticité des procès-verbaux.

« 6a. Les procès-verbaux des séances de l'Office, certifiés par le secrétaire ou son adjoint, sont authentiques; il en est de même des documents et des copies émanant de l'Office ou faisant partie de ses archives. ».

R.S., c. 108, s. 6a, added.  
 4. The said act is amended by inserting after section 6 the following:

Minutes authentic.  
 "6a. The minutes of the sittings of the Bureau, certified by the secretary or his assistant, shall be authentic; the same shall apply to documents and copies emanating from the Bureau or forming part of its records."

S.R., c. 108, s. 8, mod.  
 5. L'article 8 de ladite loi, modifié par l'article 1 du chapitre 38 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session) et par l'article 6 du chapitre 17 des lois de 1966/1967, est de nouveau modifié:

a) en remplaçant le paragraphe d par le suivant:

« d) Consentir à tout emprunteur, un prêt garanti par première hypothèque sur sa ferme, jusqu'à concurrence de quatre-vingt pour cent de la valeur établie par l'Office.

Prêt à un jeune agriculteur.

Un tel prêt peut être consenti jusqu'à concurrence de quatre-vingt-dix pour cent de cette valeur à un agriculteur âgé d'au moins vingt et un ans et d'au plus quarante ans qui exploite une ferme rentable ou à des emprunteurs conjoints dont l'un est âgé d'au moins vingt et un ans et d'au plus quarante ans.

Prêt à une corporation ou société d'exploitation agricole.

Un tel prêt peut aussi être consenti jusqu'à concurrence de quatre-vingt-dix pour cent de cette valeur à une corporation d'exploitation agricole ou une société d'exploitation agricole qui compte, parmi ses actionnaires ou ses sociétaires, un exploitant agricole âgé d'au moins vingt et un ans et d'au plus quarante ans détenant le tiers ou plus en valeur des actions de toute catégorie de la corporation, ou dont les intérêts dans la société représentent, de l'avis de l'Office, au moins le tiers de l'ensemble des intérêts dans cette dernière.

Prêt à d'autres emprunteurs.

Un tel prêt peut également être consenti jusqu'à concurrence de quatre-vingt-dix pour cent de cette valeur à un emprunteur qui n'est pas admissible aux bénéfices des deux alinéas précédents et qui augmente la superficie de sa ferme au moyen d'une acquisition de terrain additionnel ou qui l'a ainsi augmentée au cours des trois années précédant la date de la réception par l'Office de sa demande d'emprunt,

R.S., c. 108, s. 8, am.  
 5. Section 8 of the said act, amended by section 1 of chapter 38 of the statutes of 1965 (1st session) and by section 6 of chapter 17 of the statutes of 1966/1967, is again amended:

(a) by replacing paragraph d by the following:

"(d) Grant to any borrower a loan (*prêt*), secured by a first hypothec on his or its farm, of up to eighty per cent of the value established by the Bureau.

Loan to young farmer.  
 Such a loan (*prêt*) may be granted, up to ninety per cent of such value, to a farmer who is not less than twenty-one nor more than forty years of age and who operates an economic farm, or to joint borrowers one of whom is not less than twenty-one nor more than forty years of age.

Loan to corporation for agricultural exploitation, etc.  
 Such a loan (*prêt*) may also be granted, up to ninety per cent of such value, to a corporation for agricultural exploitation or an agricultural exploitation partnership which has among its shareholders or members one farm operator who is not less than twenty-one nor more than forty years of age and who holds one third or more in value of the shares of any class of the corporation, or whose interests in the partnership represent, in the opinion of the Bureau, not less than one-third of all of the interests in such partnership.

Loan to other borrowers.  
 Such a loan (*prêt*) may also be granted, up to ninety per cent of such value, to a borrower who or which does not qualify for the benefits contemplated in the two preceding paragraphs and who or which increases the area of his or its farm through the acquisition of additional land or has so increased it during the three years preceding the date on which the Bureau received his or its application

ou qui réalise un programme d'améliorations foncières conformément aux exigences des règlements.

for a loan (*emprunt*), or carries out a program for improvement of land and farm buildings in conformity with the requirements of the regulations.

Utilisation de l'excédent d'un prêt.

Le montant prêté en vertu de l'application de l'alinéa précédent, qui excède le montant qui aurait été prêté en vertu de l'application du premier alinéa, doit être utilisé exclusivement au paiement du terrain additionnel qui a été acquis ou à la réalisation du programme d'améliorations foncières.

The amount loaned under the preceding paragraph which exceeds the amount which would have been loaned under the first paragraph shall be used exclusively to pay for the additional land acquired or for the carrying out of the program for improvement of land and farm buildings.

Use of excess amount.

Maximum.

Le montant total d'un prêt ne doit, en aucun cas, excéder vingt-cinq mille dollars; »;

The total amount of a loan shall in no case exceed twenty-five thousand dollars; »;

Maximum.

b) en remplaçant le paragraphe e par le suivant:

(b) by replacing paragraph e by the following:

e) Consentir un prêt d'établissement à tout agriculteur âgé de vingt et un à quarante ans, qui acquiert pour la cultiver une ferme rentable, le prêt total ne devant pas excéder quatre-vingt-dix pour cent de la valeur établie par l'Office, ni \$25,000.

“(e) Grant a settlement loan (*prêt*) to any farmer between the ages of twenty-one and forty years, who acquires an economic farm for the purposes of cultivation, the total loan (*prêt*) not to exceed ninety per cent of the value established by the Bureau nor to exceed \$25,000.

Prêt à des emprunteurs conjoints, etc.

Un tel prêt peut être consenti à des emprunteurs conjoints dont l'un est âgé d'au moins vingt et un ans et d'au plus quarante ans, à une corporation d'exploitation agricole ou à une société d'exploitation agricole qui acquiert pour la cultiver une ferme rentable et qui compte parmi ses actionnaires ou ses sociétaires un exploitant agricole âgé d'au moins vingt et un ans et d'au plus quarante ans détenant le tiers ou plus en valeur des actions de toute catégorie, ou dont les intérêts dans la société représentent, de l'avis de l'Office, au moins le tiers de l'ensemble des intérêts dans cette dernière; »;

Such a loan (*prêt*) may be granted to joint borrowers one of whom is not less than twenty-one nor more than forty years of age, to a corporation for agricultural exploitation or to an agricultural exploitation partnership who or which acquires for purposes of cultivation an economic farm which has among its shareholders or members one farm operator who is not less than twenty-one nor more than forty years of age and who holds one-third or more in value of the shares of any class, or whose interests in the partnership represent, in the opinion of the Bureau, not less than one-third of all of the interests in such partnership; »;

Loan to joint borrowers, etc.

c) en remplaçant le paragraphe f par les suivants:

(c) by replacing paragraph f by the following:

« f) Définir, par règlement, les expressions « principale occupation », « activité principale », « culture du sol » et « élevage d'animaux de ferme »;

“(f) Define by regulation the expressions “principal occupation”, “principal activity”, “cultivation of the soil” and “raising of livestock”;

« fa) Déterminer par règlement les caractéristiques que doit comporter un contrat de société pour qu'elle soit une société d'exploitation agricole au sens du paragraphe g de l'article 1; »;

“(fa) Determine by regulation what is to be comprised in a partnership contract in order for such partnership to be an agricultural exploitation partnership within the meaning of paragraph g of section 1; »;

d) en retranchant, dans les deux dernières lignes du paragraphe g, les mots

(d) by striking out the words “and enterprises belonging to or connected



« et des entreprises propres ou connexes à l'agriculture »;

e) en remplaçant dans la deuxième ligne du paragraphe *m*, le mot « trois » par le mot « cinq ».

S.R., c. 108, a. 9, mod. **6.** L'article 9 de ladite loi est modifié en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

Entrée en vigueur sur publication. « Tout règlement adopté en vertu des articles 8, 15, 15*a*, 18 et 20*a* entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date ultérieure qui y est fixée. ».

S.R., c. 108, a. 9*a*, aj. **7.** Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 9, le suivant:

Accords. « **9*a*.** L'Office peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, conclure tout accord avec tout gouvernement ou organisme d'un gouvernement afin de faciliter l'exécution de la présente loi. Le lieutenant-gouverneur en conseil possède les pouvoirs requis pour mettre ces accords à exécution. ».

Mise à exécution.

S.R., c. 108, a. 12, mod. **8.** L'article 12 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne du deuxième alinéa, les mots et nombre « l'article 154 » par les mots et nombres « les articles 154 à 158*p* ».

Id., a. 14, mod. **9.** L'article 14 de ladite loi est modifié en retranchant, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, les mots « aux agriculteurs ».

Id., a. 15, remp. **10.** L'article 15 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Remboursement. « **15.** Tout prêt consenti en vertu des paragraphes *d* et *e* de l'article 8 est remboursable dans un délai d'au plus trente-neuf ans et demi, sur une base d'amortissement progressif déterminée par règlement, par versements semi-annuels égaux et consécutifs comprenant l'intérêt, calculé semi-annuellement:

a) au taux de deux et demi pour cent par année, sur le premier quinze mille dollars;

b) au taux fixé par règlement sur la partie du prêt qui excède quinze mille dollars. ».

with agriculture" in the last two lines of paragraph *g*;

(*e*) by replacing the word "three" in the second line of paragraph *m* by the word "five".

**6.** Section 9 of the said act is amended by adding at the end the following paragraph: R.S., c. 108, s. 9, am.

"Every regulation made under sections 8, 15, 15*a*, 18 and 20*a* shall come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette* or on such later date as is fixed therein." Coming into force upon publication.

**7.** The said act is amended by inserting after section 9 the following: R.S., c. 108, s. 9*a*, added.

"**9*a*.** With the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, the Bureau may make an agreement with any government or government body to facilitate the carrying out of this act. Agreements.

The Lieutenant-Governor in Council shall have all the powers necessary to enforce such agreements." Enforcement powers.

**8.** Section 12 of the said act is amended by replacing the word and number "section 154" in the third and fourth lines by the words and numbers "sections 154 to 158*p*". R.S., c. 108, s. 12, am.

**9.** Section 14 of the said act is amended by striking out the words "to farmers" in the second and third lines of the first paragraph. Id., s. 14, am.

**10.** Section 15 of the said act is replaced by the following: Id., s. 15, replaced.

"**15.** Every loan (*prêt*) granted under paragraphs *d* and *e* of section 8 shall be repayable within a delay of not more than thirty-nine and one-half years, on a basis of progressive amortization determined by regulation, in equal and consecutive semi-annual instalments, including interest, computed semi-annually: Repayment.

(*a*) at the rate of two and one-half per cent per annum on the first fifteen thousand dollars;

(*b*) at the rate fixed by regulation for the portion of the loan (*prêt*) exceeding fifteen thousand dollars.".

S.R., c.  
108, a.  
15a, aj.

**11.** Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 15, le suivant :

Détermination du taux d'intérêt.

« **15a.** Aux fins de déterminer le taux d'intérêt payable à l'Office sur un prêt consenti à un emprunteur, sont réputés inclus dans le prêt, tout solde de prêt qui lui a été antérieurement consenti ou dont ce dernier assume le paiement, ainsi que, dans le cas d'un agriculteur, la partie des montants en principal dus à l'Office par une corporation d'exploitation agricole dont il est actionnaire ou une société d'exploitation agricole dont il fait partie, qui correspond à la valeur relative de ses intérêts dans une telle corporation ou société, établie par l'Office conformément aux règlements, et s'il a déjà obtenu un prêt conjointement avec d'autres, sa part relative dans le prêt. ».

**11.** The said act is amended by inserting after section 15 the following:

R.S., c.  
108, s.  
15a,  
added.

« **15a.** For the purposes of determining the rate of interest payable to the Bureau on a loan (*prêt*) granted to a borrower, the loan (*prêt*) shall be deemed to include any balance of a loan previously granted to him or it or of which such borrower assumes payment and, in the case of a farmer, the portion of the capital amounts due to the Bureau by a corporation for agricultural exploitation of which he is a shareholder or an agricultural exploitation partnership of which he is a member, which corresponds to the relative value of his interests in such a corporation or partnership, established by the Bureau in accordance with the regulations, and if he has already obtained a loan jointly with others, his relative share in the loan.".

Determination of rate of interest.

S.R., c.  
108, a. 19,  
mod.

**12.** L'article 19 de ladite loi est modifié en remplaçant les quatre dernières lignes par ce qui suit : « excéder les limites prévues au paragraphe *d* de l'article 8 et à l'article 20a. ».

**12.** Section 19 of the said act is amended by replacing the last four lines by the following: "limits contemplated in subparagraph *d* of section 8 and in section 20a.".

R.S., c.  
108, s. 19,  
am.

Id., a. 20,  
mod.

**13.** L'article 20 de ladite loi est modifié en insérant, après le premier alinéa, le suivant :

Personnes, etc., à qui la remise est accordée.

« Une telle remise peut être accordée à des emprunteurs conjoints, à une corporation d'exploitation agricole ou à une société d'exploitation agricole qui ont obtenu un prêt d'établissement en vertu du paragraphe *e* de l'article 8 pourvu que celui qui rend tels emprunteurs conjoints, telle société ou corporation d'exploitation agricole admissibles à cette remise réalise *mutatis mutandis* les conditions prévues à l'alinéa précédent. ».

**13.** Section 20 of the said act is amended by inserting after the first paragraph the following:

Id., s. 20,  
am.

"Such a remission may be granted to joint borrowers, to a corporation for agricultural exploitation or to an agricultural exploitation partnership who or which has obtained a settlement loan under paragraph *e* of section 8 provided that the person who qualifies such joint borrowers, agricultural exploitation partnership or corporation for agricultural exploitation for such remission fulfils *mutatis mutandis* the conditions contemplated in the preceding paragraph.".

Persons etc., to whom remission may be granted.

S.R., c.  
108, a.  
20a, aj.

**14.** Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 20, le suivant :

Limite du montant dû par un emprunteur.

« **20a.** Le montant total dû à l'Office par un emprunteur ne doit en aucun cas excéder \$25,000 en principal sauf quant aux dettes qui lui échoient par succession ou qu'il a contractées envers l'Office pour l'acquisition d'un bien dont ce dernier a disposé en vertu du paragraphe *c* de

**14.** The said act is amended by inserting after section 20 the following:

R.S., c.  
108, s.  
20a,  
added.

« **20a.** The total amount due to the Bureau by a borrower shall in no case exceed \$25,000 in capital except with respect to debts which devolve upon him or it by succession or for which such borrower is liable with the Bureau for the acquisition of a property of which the

Amount due by borrower limited.

l'article 8.

Montants dus par corporation ou société inclus.

Pour les fins de l'alinéa qui précède, les sommes dues à l'Office par un agriculteur comprennent la partie des montants en principal dus à l'Office par une corporation d'exploitation agricole dont il est actionnaire ou une société d'exploitation agricole dont il fait partie, qui correspond à la valeur relative de ses intérêts dans une telle corporation ou société établie par l'Office conformément aux règlements; dans le cas d'emprunteurs conjoints, elles ne comprennent que sa part relative dans le prêt.

Limite du montant dû par corporation ou société.

Le montant total dû en principal à l'Office par une corporation d'exploitation agricole ou une société d'exploitation agricole ne doit en aucun cas excéder le montant au-delà duquel les sommes dues en principal à l'Office par un actionnaire de cette corporation ou un membre de cette société excèdent \$25,000, si on y ajoute la partie des montants en principal dus à l'Office par la corporation ou société qui correspond à la valeur relative des intérêts de l'actionnaire dans cette corporation ou d'un sociétaire dans la société, établie par l'Office conformément aux règlements. ».

S.R., c. 108, a. 21, remp.

**15.** L'article 21 de ladite loi est remplacé par le suivant :

Aliénation volontaire, etc.

« **21.** L'autorisation de l'Office doit être obtenue pour rendre valide l'aliénation volontaire ou la location pour plus d'un an d'un immeuble garantissant un prêt.

Validité d'émission d'actions, etc.

Aucune émission ou répartition ni aucun transfert d'actions d'une corporation d'exploitation agricole à qui un prêt a été consenti par l'Office n'est valide sans l'autorisation de l'Office.

Modification au contrat.

Aucune modification au contrat par lequel est formée une société d'exploitation agricole à laquelle un prêt a été consenti n'est valide sans l'autorisation de l'Office.

Autorisations.

Ces autorisations peuvent être données par tout régisseur généralement désigné à cette fin par l'Office. ».

Bureau has disposed under paragraph c of section 8.

For the purposes of the foregoing paragraph, the sums due to the Bureau by a farmer shall include that portion of the capital amounts due to the Bureau by a corporation for agricultural exploitation of which he is a shareholder or an agricultural exploitation partnership of which he is a member, which corresponds to the relative value of his interests in such a corporation or partnership established by the Bureau in accordance with the regulations; in the case of joint borrowers, the sums due shall include only his relative share in the loan.

Amounts due by corporation or partnership included.

The total capital amount due to the Bureau by a corporation for agricultural exploitation or an agriculture exploitation partnership shall in no case exceed the amount beyond which the capital sums due to the Bureau by a shareholder of such corporation or a member of such partnership exceed \$25,000, if there is added thereto that portion of the capital amounts due to the Bureau by the corporation or partnership which corresponds to the relative value of the interests of the shareholder in such corporation or of a member in such partnership, established by the Bureau in accordance with the regulations."

Amount due by corporation or partnership limited.

**15.** Section 21 of the said act is replaced by the following :

R.S., c. 108, s. 21, replaced.

“**21.** The authorization of the Bureau must be obtained in order to validate the voluntary transfer or the lease for more than one year of an immoveable guaranteeing a loan (*prêt*).

Voluntary transfer, etc.

No issue, allotment or transfer of shares of a corporation for agricultural exploitation to which a loan has been granted by the Bureau shall be valid without the authorization of the Bureau.

Validity of issue of shares, etc.

No amendment to the contract constituting an agricultural exploitation partnership to which a loan has been granted shall be valid without the authorization of the Bureau.

Amendment to contract.

Such authorizations may be given by any member (*régisseur*) generally designated for such purpose by the Bureau."

Authorizations.

S.R., c. 108, a. 26, mod. **16.** L'article 26 de ladite loi est modifié:

a) en retranchant, dans la troisième ligne du premier alinéa, les mots « un juge de »;

b) en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

Assignation collective.

« Si l'Office établit, à la satisfaction du juge, qu'il n'a pas eu connaissance du décès d'un emprunteur, l'assignation collective prévue à l'article 116 du Code de procédure civile peut être faite dans les cinq ans du décès. ».

S.R., c. 108, a. 27a, aj. **17.** Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 27, le suivant:

Audition de la requête.

« **27a.** Cette requête peut être entendue par le protonotaire si le débiteur fait défaut de comparaître à l'heure, à la date et à l'endroit déterminés dans l'avis accompagnant la requête; si le débiteur comparait, la requête doit être entendue par le juge. ».

S.R., c. 108, a. 28, mod. **18.** L'article 28 de ladite loi est modifié en retranchant la deuxième phrase.

Id., a. 28a, aj. **19.** Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 28, le suivant:

Jugement. « **28a.** Le jugement sur cette requête est final et sans appel. ».

S.R., c. 108, a. 29, mod. **20.** L'article 29 de ladite loi est modifié en insérant, dans la deuxième ligne du premier alinéa, après le mot « juge », les mots « ou le cas échéant, le protonotaire ».

Id., a. 36, mod. **21.** L'article 36 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les sixième et septième lignes du paragraphe a, les mots « pour le bénéfice d'un agriculteur qui a obtenu un prêt » par les mots « pour les fins d'un prêt ».

Id., aa. 42a-42c, aj. **22.** Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 42, la section et les articles suivants:

**16.** Section 26 of the said act is amended: R.S., c. 108, s. 26, am.

(a) by striking out the words "a judge of" in the fourth line of the first paragraph;

(b) by adding at the end the following paragraph:

"If the Bureau establishes to the satisfaction of the judge that it had no knowledge of the death of a borrower, the collective summons contemplated in article 116 of the Code of Civil Procedure may be made within five years of such death." Collective summons.

**17.** The said act is amended by inserting after section 27 the following: R.S., c. 108, s. 27a, added.

"**27a.** Such petition may be heard by the prothonotary if the debtor is in default to appear at the hour, date and place fixed in the notice which accompanies the petition; if the debtor appears, the petition shall be heard by the judge." Hearing of petition.

**18.** Section 28 of the said act is amended by striking out the second sentence. R.S., c. 108, s. 28, am.

**19.** The said act is amended by inserting after section 28 the following: Id., s. 28a, added.

"**28a.** The judgment on such petition shall be final and without appeal." Judgment.

**20.** Section 29 of the said act is amended by inserting after the word "judge" in the second line of the first paragraph, the words "or, if such is the case, the prothonotary". R.S., c. 108, s. 29, am.

**21.** Section 36 of the said act is amended by replacing the words "for the benefit of a farmer who has obtained a loan", in the fifth, sixth and seventh lines of paragraph a, by the words "for the purposes of a loan (*prêt*)". Id., s. 36, am.

**22.** The said act is amended by inserting after section 42 the following division and sections: Id., ss. 42a-42c, added.



## « SECTION VIII A

## « COMITÉ CONSULTATIF

Constitution et composition.

« 42a. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut constituer, pour assister l'Office, un comité consultatif composé:

a) de personnes possédant une compétence pratique dans le domaine de l'agriculture;

b) de spécialistes en matière de crédit ou autres matières connexes;

c) de représentants des services de l'administration provinciale.

Membres. Le nombre des membres de ce comité ne doit pas excéder dix.

Indemnité et allocation. Les membres de ce comité ne reçoivent aucun traitement; ils sont indemnisés de ce qu'il leur en coûte pour assister aux assemblées et reçoivent une allocation de présence fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Secrétaire. Le secrétaire de l'Office agit d'office comme secrétaire de ce comité.

Personnel. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adjoindre à ce comité les fonctionnaires et employés nécessaires à ses travaux; ils sont nommés et rémunérés selon la Loi de la fonction publique.

Fonctions. « 42b. Ce comité a pour fonctions:

a) d'étudier, à la demande de l'Office, tous problèmes relatifs à l'application de la présente loi et de soumettre à l'Office des rapports et des suggestions à ce sujet;

b) de donner son avis et de faire des suggestions à l'Office sur toutes questions que celui-ci juge à propos de lui soumettre;

c) d'exercer toute autre attribution d'ordre consultatif que le lieutenant-gouverneur en conseil ou l'Office peuvent lui confier.

Sections, etc.

« 42c. Le comité peut, à sa discrétion, se former en sections ou sous-comités pour l'étude de problèmes particuliers. ».

S.R., c. 108, a. 44, remp.

23. L'article 44 de ladite loi est remplacé par le suivant:

## "DIVISION VIII A

## "ADVISORY COMMITTEE

"42a. The Lieutenant-Governor in Council may establish an advisory committee to assist the Bureau, composed of: <sup>Establishment and composition.</sup>

(a) persons who have practical competence in the field of agriculture;

(b) specialists in credit or other related matters;

(c) representatives of the services of the provincial administration.

Such committee shall not have more <sup>Members.</sup> than ten members.

The members of such committee shall <sup>Expenses and allowances.</sup> receive no salary; they shall be indemnified for their expenses incurred in attending meetings and shall receive an attendance allowance fixed by the Lieutenant-Governor in Council.

The secretary of the Bureau shall act <sup>Secretary.</sup> *ex officio* as the secretary of such committee.

The Lieutenant-Governor in Council <sup>Staff.</sup> may attach to such committee the functionaries and employees required for its operations; they shall be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act.

"42b. The functions of such committee shall be: <sup>Functions.</sup>

(a) to study, at the request of the Bureau, all problems respecting the carrying out of this act and to submit reports and suggestions to the Bureau in this respect;

(b) to advise and make suggestions to the Bureau on any matters which the Bureau sees fit to submit to it;

(c) to perform any other advisory function which the Lieutenant-Governor in Council or the Bureau may assign to it.

"42c. At its discretion, the committee <sup>Sections, etc.</sup> may divide itself into sections or sub-committees for the study of special problems."

23. Section 44 of the said act is <sup>R.S., c. 108, s. 44, replaced.</sup> replaced by the following:

Rapport  
au  
ministre.

« 44. L'Office doit soumettre au ministre de l'agriculture et de la colonisation, le trente juin de chaque année, un rapport détaillé des emprunts qu'il a faits et des prêts qu'il a consentis au cours de son dernier exercice financier, et lui fournir tout autre renseignement qu'il exige. ».

“44. The Bureau shall submit to the Minister of Agriculture and Colonization, on the thirtieth of June of each year, a detailed report of the loans (*emprunts*) which it has contracted and the loans (*prêts*) which it has granted during its last fiscal year, and furnish the Minister with any other information which he requires.”.

Report to  
Minister.

S.R., c.  
108, a. 45,  
aj.

24. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 44, le suivant:

24. The said act is amended by inserting after section 44 the following:

R.S., c.  
108, s. 45,  
added.

Applica-  
tion de la  
loi.

« 45. Le ministre de l'agriculture et de la colonisation est chargé de l'application de la présente loi. ».

“45. The Minister of Agriculture and Colonization shall be entrusted with the carrying out of this act.”.

Carrying  
out of act.

Dépenses  
addition-  
nelles.

25. Les dépenses additionnelles d'administration de l'Office pour la mise en application de la présente loi au cours de l'exercice financier 1969/1970 sont payées à même le fonds consolidé du revenu.

25. The additional administrative expenses of the Bureau for the carrying out of this act during the fiscal year 1969/1970 shall be paid out of the consolidated revenue fund.

Addi-  
tional  
expenses.

Entrée en  
vigueur.  
(15 août  
1969, G.O.  
p. 4288).

26. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

26. This act shall come into force on a date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.

Coming  
into force.  
(Aug. 15,  
1969, O.G.  
p. 4288).